

TURQUIE

L'écart de revenu par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE s'est resserré dans les années 2000, mais il reste très important en raison du faible niveau tant de la productivité du travail que de l'utilisation de la main-d'œuvre. Le rattrapage accéléré observé jusqu'à la crise de 2009 tenait essentiellement à des gains de productivité, tandis que l'utilisation de la main-d'œuvre demeurait très insuffisante. Un nouveau projet de Code du commerce a été rédigé et devrait être adopté afin d'améliorer la transparence financière et de faciliter le financement de l'investissement. Des réformes structurelles dans les domaines évoqués ci-après sont nécessaires pour améliorer la performance globale de l'économie.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire le coût minimum du travail

Le niveau élevé du salaire minimum par rapport au salaire moyen et le poids des cotisations de sécurité sociale renchérissent considérablement le coût du travail peu qualifié. Cela décourage l'emploi dans le secteur formel, en particulier dans les régions où la productivité et le coût de la vie sont faibles.

Mesures prises : Le Programme pour l'emploi adopté fin 2008 a réduit le coin fiscal sur le travail pour toutes les catégories de travailleurs, avec des baisses proportionnellement plus importantes mais temporaires pour les jeunes et les femmes. Fin 2009, de nouvelles réductions ont été appliquées dans certaines provinces et pour toutes les nouvelles embauches dans le pays, dans le cadre de la réponse à la crise.

Recommandations : Limiter la croissance du salaire minimum officiel et le moduler selon les régions. Continuer à réduire les cotisations de sécurité sociale et faire en sorte que ces réductions deviennent permanentes. Réduire les pensions de retraite de façon actuariellement neutre et les compléter par un mécanisme d'épargne volontaire dans lequel serait versé la différence entre le niveau actuel (élevé) et le niveau futur (faible) du taux de cotisation sociale des salariés.

Améliorer les résultats scolaires

Les résultats moyens dans l'enseignement secondaire et les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur restent faibles par comparaison avec les autres pays. Les compétences de base insuffisantes d'une forte proportion de la population se traduisent par une faible productivité.

Mesures prises : aucune nouvelle mesure n'a été prise, mais la réforme des programmes dans l'enseignement primaire et secondaire se poursuit.

Recommandations : Accroître l'offre de formation de qualité et financer cet effort en élargissant l'assiette des impôts. Financer les établissements scolaires en fonction du nombre d'élèves et leur donner davantage de responsabilités en matière de gestion tout en les obligeant à rendre des comptes. Les nouvelles universités devraient bénéficier de financements suffisants.

Réformer la législation sur la protection de l'emploi

La protection de l'emploi est rigide pour les travailleurs permanents et – surtout – pour les travailleurs temporaires, maintenant ainsi une partie des ressources dans des activités informelles et semi-formelles inefficentes.

Mesures prises : Aucune. Le gouvernement a annoncé en 2010 qu'il allait mettre en œuvre une nouvelle Stratégie nationale pour l'emploi.

Recommandations : Assouplir la protection de l'emploi en réduisant les indemnités de licenciement et en libéralisant le travail temporaire ainsi que le marché des agences d'intérim. Autoriser de nouvelles formes de contrats de travail plus flexibles à caractère volontaire.

Autres grandes priorités

Simplifier la réglementation des marchés de produits

La réglementation et autres caractéristiques des marchés de produits, en particulier les régimes d'autorisations sectorielles et les participations de l'État dans les grandes industries de réseau, entravent la concurrence et la productivité dans le secteur formel.

Mesures prises : Le Conseil de coordination pour l'amélioration de l'environnement d'investissement (YOIKK) a commencé à simplifier les régimes de licences. Les privatisations ont repris dans le secteur de la distribution d'électricité.

Recommandations : Continuer à simplifier les régimes de licences et poursuivre les privatisations.

Réduire les incitations à la retraite anticipée

Les incitations à la retraite anticipée dans le secteur formel encouragent à prendre un emploi dans le secteur informel.

Mesures prises : Aucune.

Recommandation : Accentuer la neutralité actuarielle des prestations et instaurer une cotisation d'assurance-maladie pour les jeunes retraités.

TURQUIE

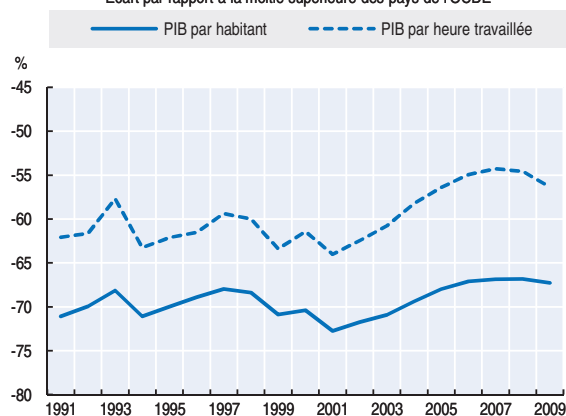
Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage

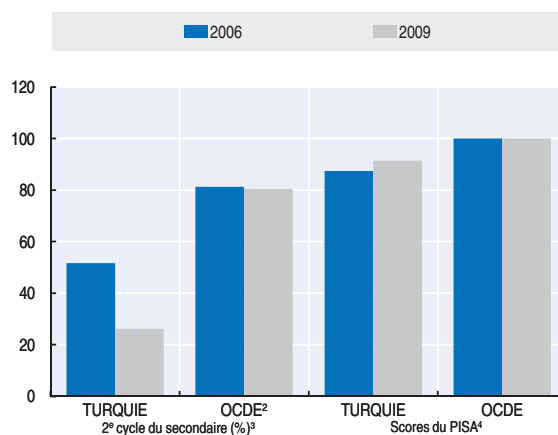
	1999-2009	1999-2004	2004-09
PIB par habitant	3.0	2.7	3.3
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	0.2	-0.2	0.6
dont : Taux d'emploi	0.1	-0.4	0.6
Nombre moyen d'heures travaillées	0.1	0.1	0.0
Productivité du travail	2.8	2.9	2.7
dont : Intensité capitalistique
Productivité multifactorielle

Source : OECD (2010), estimations fondées sur la Base de données du n° 88 des Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections.

A. Les écarts de PIB par habitant et de productivité se sont un peu réduits mais restent très élevés

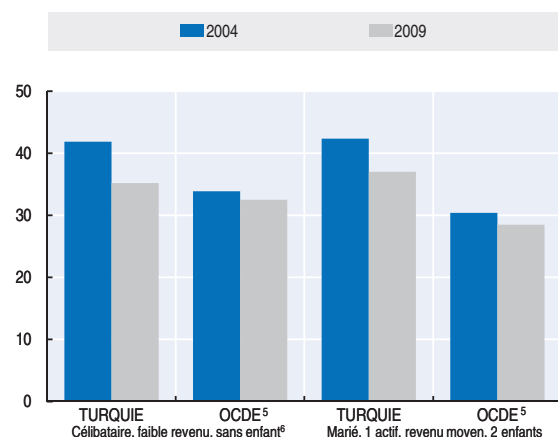
Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE¹

B. Le taux de diplômés de l'enseignement secondaire et les résultats scolaires restent à la traîne



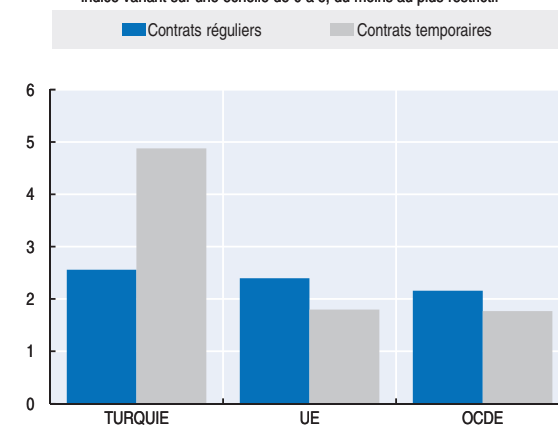
C. Le coin fiscal moyen sur les revenus du travail reste élevé

Pourcentage de la rémunération totale du travail




D. La législation sur la protection de l'emploi est rigoureuse, en particulier pour les travailleurs temporaires, 2008

Indice variant sur une échelle de 0 à 6, du moins au plus restrictif



- Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée (sur la base des PPA constantes de 2005).
- Moyenne des pays de l'OCDE hormis l'Australie, l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la France et les Pays-Bas.
- Somme des taux d'obtention à chaque âge, d'un premier diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, en 2006 et 2008.
- Score moyen des élèves en mathématiques, en sciences et en compréhension de l'écrit. Indice, base 100 pour la zone OCDE.
- Moyenne des pays européens de l'OCDE. Les moyennes UE et OCDE ne comprennent pas le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovénie.
- Un faible revenu correspond à deux tiers du salaire moyen.

Source : Graphique A : OCDE, Bases de données des comptes nationaux et du n° 88 des Perspectives économiques ; graphique B : OCDE (2010), Regards sur l'éducation et OCDE, Base de données de l'enquête PISA 2009 ; graphique C : OCDE, Base de données sur les impôts sur les salaires ; graphique D : OCDE, Base de données sur l'emploi.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932387175>